



RésisteR!

#20 - mai 2013

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

Les socialistes font les ponts

... ce n'est pas qu'une
erreur de Chaynesse

Les victimes, c'est
jamais les mêmes.
Tous, toutes uniques.
Même si leurs yeux
disent toujours la même
chose: la peur, la
fatigue, l'espoir. Ce jour
là elles étaient 21, à la
rue dans Nancy, depuis
plus ou moins...depuis
trop longtemps.

21 à coucher
dehors, dont une
dizaine avec un billet de
logement. Un vrai.
Donné par la justice
française. Il faut dire
qu'ils ont des noms à
ça:

des Albanais Roms, des Géorgiens,
des...on ne sait plus, on s'en fout... des
gens!

LE SERVICE NE PEUT PLUS PROPOSER D'HEBERGEMENT ACTUELLEMENT.

SERVIS TRENUTNO NE MOZE PONUDITI SMJESTAJ.

На данный момент служба больше не в состоянии
предоставить жильё.

SERVISIMIZ, SU AN, KONAKLAMA SUNMAMAMAKTADIR.

ՆԵՐԿԱՅՈՒՄՍ ՄԵՐ ԾԱՌԱՅՈՒԹՅՈՒՆԸ ԿԱ - ՑԱՐԱՆ
ՏՐԱՄԱԴՐԵԼՈՒ ՀՆԱՐԱՎՈՐՈՒԹՅՈՒՆ ԱՅ -
ԼԵՎՍ ՉՈՒՆԻ :

La misère c'est toujours
la même, celle
provoquée par le
capitalisme, version
libérale, version ultra
libérale, version social-
démocrate, mais aussi
celle générée par le
stalinisme version
originale ou version
post-moderne.

Le collectif «urgence
sans abris» c'est à tout
casser 8 personnes
représentant (ou pas)
quelques organisations
politiques syndicales ou
associatives: toujours les
mêmes. Des collectifs
comme ça il y en a
(presque toujours)

- Accueil d'urgence Nancy Mai 2013 - toujours eu à Nancy et ailleurs.

Le principe c'est toujours le même avec

Prix

Le prix est
librement fixé
par le lecteur.
Le prix de
revient de ce
numéro est de
0,50 €

NANCY :
RETOUR VERS
LE FUTUR
PAGE 3

LUNEVILLE :
PAS DE ROMS
A L'ECOLE
PAGE 4

BATILLY :
SOVAB PAS
DU TOUT
PAGE 5-8

l'État, le conseil général, le conseil régional, la commune, la communauté urbaine: «on compatit, mais... c'est pas le bon service».

Un jugement impose à l'État (socialiste) de loger ces gens qui couchent dehors, mais l'État (socialiste) dit qu'il n'a pas les moyens. Le conseil général (de gauche) est en charge de l'action sociale, mais il dit que c'est à l'État (socialiste) d'appliquer les décisions de la justice (indépendante).

Alors, les gens qui dorment dehors accompagnés par quelques personnes du collectif urgence sans abris, et de quelques autres, sont allés à la mairie (de droite) de Nancy, ville amie des enfants (Label UNICEF).

L'occupation a duré sept heures dans le hall ouvert aux usagers, rue Pierre Fourier (saint) . Pacifiquement.

Sept heures, juste le temps pour une petite chef de la mairie de venir cracher son venin sur les occupants, en essayant de donner des ordres en français de caserne à des gens qui ne parle qu'albanais ou romani, et à des militants qui lui auraient bien mis des baffes dans la gueule, mais ça l'aurait transformée en victime. Bref elle est repartie dénoncer tout ça à la police, en discutant avec des usagers de la mairie en mode «ils n'ont qu'à les prendre chez eux...».

Vive la France!

Sept heures, juste le temps pour sa majesté André Rossinot, maire (de droite) de Nancy, de venir causer accompagné de ses porteserviettes. On aimerait dire que Dédé ceci, Dédé cela, mais là,... il est venu... il a (soi-disant) obtenu un rendez vous avec le secrétaire général de la préfecture, il a demandé à sa police municipale de ne pas trop nous emmerder, et à ses employés petits chefs de partir en RTT. On est pas dupes, il est venu parce qu'il avait que ça à faire, parce qu'il était pas en week-end. Et surtout, il est venu parce que les occupants étaient accompagnés de journalistes avec des caméras, des micros (ceux ci ont été vraiment bien avec les occupants) et journalistes de papiers journaux (ceux là on été très bons avec Rossinot).

Bref Rossinot est venu...

Sept heures, juste le temps, d'appeler au secours les militants locaux qui sont venus, même si certains ont été bloqués devant la porte de la mairie (de droite).

Sept heures, juste le temps d'appeler les élus (de gauche) du peuple :

Klein, Mathieu, futur maire (socialiste) de Nancy ? Pas là. En week-end, c'est bien son droit, c'était pendant le pont du 8 mai!

Khirouni, Chaynesse, députée (socialiste) présidente du jury de selection du parlement des enfants (qui ont le droit d'aller à l'école en France)? Pas là, en week-end. C'est aussi son droit!

Dinet, Michel, président du conseil général (socialiste) a aussi le droit de profiter de nos acquis sociaux, de même que Hatzig, Patrick conseiller municipal (communiste) de Nancy.

Et Féron, Masson, Potier,... pareil, et leurs collaborateurs appointés par l'Etat (socialiste) pareil aussi. C'est grâce à des détails comme ça qu'on se souvient que les congés payés, c'est une conquête de la gauche!

Bref, pas l'ombre d'un élu (de gauche) ou d'un attaché parlementaire, ou rien que d'un militant (socialiste).

Tant pis! Une délégation reçue deux fois par le secrétaire général de la préfecture, a d'abord fait chou blanc, puis devant l'obstination des occupants obtenu des hébergements de fortune, pour les familles: c'est sacré, la famille.

Pour les célibataires, comme diraient d'aucuns «vous avez qu'à les prendre chez vous...».

C'était le week-end du 8 mai et de l'ascension réunis.

Le lundi suivant, un petit rassemblement des familles devant la préfecture a permis de confirmer les hébergements de fortune (pour les familles sacrées, parce que pour les autres... on connaît le refrain). Quant à envoyer les gosses à l'école... On verra plus tard.

Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, les député-e-s (socialistes) ont retrouvé leurs portables, et ont appelé discrètement pour dire que:... «oui c'est bien d'avoir fait ça », et que ...»on fait ce qu'on peut pour pousser le gouvernement à gauche » et que... «malgré le camarade (socialiste) Manuel Valls, on essaie d'aider certains dossiers, au cas par cas...».

Vraiment Chaynesse, elle est trop cool, et Mathieu aussi! D'ailleurs comme cette histoire a été relayée dans la presse, à la télé, etc...Le conseil général (socialiste) s'est souvenu qu'il s'occupait du social! Surement que Michel Dinet passe plus de temps devant sa télé ou à lire l'est républicain que dans les rues de Nancy, où ces gens dormaient...

Quand on pense à ce que Hénard ex-futur député (de droite) et ses ami-e-s (d'extrême droite) n'auraient pas fait non plus pour ces gens qui couchent dehors, on frémit! On l'a échappé belle!

Vraiment on est content d'avoir un gouvernement socialiste (de droite)!

Victor K

R



IL N'Y A PAS D'ÂGE POUR RÉSISTER !

"Ne pas avoir été anarchiste à 20 ans est regrettable, l'être encore à 50 ans est catastrophique".



Une phrase de Gambetta, et on en trouve deux-trois similaires chez d'autres auteurs. Cette phrase

réduit "les révoltes des jeunes" à une crise d'adolescence et "la révolte des vieux" à un manque de raison. Sous-entendu, les jeunes changent automatiquement leurs idées utopistes et se transforment en partisans de droite et

capitalistes. On essaye toujours de créer des boîtes, d'y ranger les personnes suivant certains critères, d'en écrire une description caricaturale et de leur donner des rôles limités. Prenons par exemple les approches freudiennes, qui expliquent la révolte contre l'Etat par la désobéissance des ados face à leurs parents. On en conclut que l'activisme est légitime, mais qu'il n'est pas cohérent. Ce n'est plus politique, mais instinctif. Est-ce une pseudo-étude de sociologues? Est-ce une psychanalyse d'"experts"?

- Un jeune = rebelle et utopiste.
- Un ouvrier = un beau.
- Un paysan = illettré.
- Une femme = une cuisinière.
- Une informaticienne = une no-life.

- Un Arabe = un terroriste.
- Un étranger = un mendiant.
- Un vieux = un fachos...

Une mentalité très réductrice, et peu intéressante et enrichissante. Le mouvement anarchiste et de résistance est constitué des individus de tous âges. Il n'y a pas de critères pour lutter contre l'oppression et on ne peut pas déterminer les idées et les intentions d'une personne suivant sa date de naissance. A moins qu'on veuille créer un "horoscope politique". Toute cette bouillie ridiculise le mouvement anarchiste et globalement les gens. Genre, à quarante ans je deviens un mouton, alors qu'avant j'étais un jeune ignorant. On nous prend pour des cons pendant toute la vie !

K.V.

R

Courrier d'électeurs

Renaître, et pourquoi pas tout recommencer?

Ça fait longtemps qu'on n'avait pas parlé de cézig. George W. Bush est un *re-born*, c'est-à-dire qu'il est né à nouveau, il re-naquit, quoi, René fils de René, né encore mieux que bien né, on le dit, lorsque sa foi religieuse le sauva de l'alcoolisme. C'est ainsi que le monde pu le remercier d'avoir toujours été sobre et sage. Plus proche de nous, il nous est permis de nous demander quelle affligeante addiction André Rossinot cherche-t-il à abandonner à travers cette volonté farouche de renaître et le festival Renaissance qui s'en suit. Ou comment pour soigner un *ego*, toute une ville est obligée de... Pff... La politique (drogue douce) mène-t-elle toujours au goût du pouvoir (drogue dure)? L'hypothèse est en tout cas séduisante. Au moment où il s'agit pour lui, tel un Phénix, de renaître, enfin, nous nous garderons évidemment de parler de l'âge du capitaine et de l'ambition des moussaillons passés parfois par-dessus bord, de vie à trépas.



Rappelons-nous qu'à l'avant-veille de chaque élection municipale, le Renaissant organise une manifestation susceptible de l'aider dans son maintien aux commandes des amarres, qu'il n'est jamais prêt à larguer (il en fut ainsi de la

célébration de l'École de Nancy, en 1999, et de Stanislas et sa place, en 2005).

En 2013, en cette bonne ville, tout n'est que Renaissance et réjouissances, plaisirs, bonheur et félicité, tout n'est que prétexte à célébrer une grande époque pour Nancy, le siècle de Charles-III !, à tout jamais révolu. Il est de bon ton, désormais, de porter les chaussettes en bourses, le pourpoint et la fraise, pour ces messieurs, et le vertugadin pour ces dames. Pas évident dans les ascenseurs, mais quand même très élégant. (Lorsqu'il s'agit de renaître, le ridicule ne tue plus.) Pas un vide-grenier, ni une foire aux fromages ou une course de majorettes qui ne soient labellisés «Renaissance». La ville se pare de nouveaux pavés, les bâtiments sont ravalés, la place Charles-III est un grand quatre-mâts à fière allure. C'est ainsi que Nancy devient un quartier de Florence.

L'attrait pour cette période de notre histoire, qui va de la fin du XV^e siècle au début du XVII^e siècle, pourrait paraître suspect, s'il ne s'agissait pas de commémorer comme tout cela se doit de l'être les guerres de religion et leurs grandes misères, le massacre de la Saint-Barthélemy, l'obscurantisme

de quelques prédicateurs fous, le tribunal de la sainte Inquisition, le pillage artistique de l'Italie, l'absolutisme de la monarchie (idem dans les duchés et autres principautés), les grandes découvertes autour du monde, la mégalomanie de don Lope de Aguirre, qui provoqua la colère de Dieu, la ruée vers l'or plutôt que vers l'autre, et son cortège de massacres, et les subtilités des mille et un moyens pour occire les Aztèques et les Incas, ces sauvages nus, féroces et anthropophages... Mes frères et sœurs, célébrons tous en cœur la Renaissance ! D'ailleurs, dites-moi si je me trompe, pourquoi notre époque s'obstine-t-elle tant à ne pas imiter ces temps anciens aux horreurs formidables ? Dans un siècle ou deux, un édile local trouvera peut-être

utile de revenir aux temps présents, si étincelants et si merveilleux. Mais qui se souviendra d'André Rossinot ? Le poète tourne la tête et songe à autre chose.

« On voudrait revivre

Ça veut dire :

On voudrait vivre encore la même chose.

Refaire peut-être encore le grand parcours,

Toucher du doigt le point de non-retour

Et se sentir si loin, si loin de son enfance.

En même temps qu'on a froid, quand même on pense

Que si le ciel nous laisse on voudra

Revivre. » (Gérard Manset)

Piéro

R

Domage pour eux...

Il a six ans. Elle a neuf ans. Son petit frère en a sept. Et le petit voisin vient d'en avoir dix. On est mardi, ils jouent ensemble au foot, sur le terrain multisport jouxtant la maison familiale. Il y avait 4 à 3 à la mi-temps. Assis en équilibre sur la main courante, d'autres enfants discutent. Ils rient insoucieusement, mais ils ne devraient pas... Ben oui, ils sont Roumains et habitent dans une ville tenue par un maire UMP. Erreur ! Grosse erreur ! Ils ne devraient pas être aussi naïfs... Car c'est là que le bât blesse : ils veulent aller à l'école. La gratuite du vosgien Jules Ferry. La laïque de la République. L'obligatoire où vont nos enfants, quoi. Mais le conservateur Jacques Lamblin (défilant fièrement avec les opposants au mariage homosexuel), aux commandes de la ville de Lunéville, ne l'entend pas de cette oreille.

Depuis six mois, plusieurs familles d'origines roumaines, sont venues s'installer dans SA ville. Elles sont locataires d'appartements, baux à leurs noms, dans le secteur privé. Certaines comme primo-arrivantes, d'autres en France depuis plusieurs années déjà. Les parents bossent comme ils peuvent : souvent déclarés comme auto-entrepreneurs, soit récupérant la ferraille, soit comme cueilleurs de fleurs. Et toutes

attendent, de la préfecture, leur carte de séjour (pour certaines familles, le couperet va tomber et les Obligations de quitter le territoire français - OQTF - arriver) et de la CAF, leurs prestations familiales. Mais leurs dossiers sont ... Comment dit-on déjà « bloqués », en bon français administratif ? Euh... Oui ! « A l'étude ». C'est ça, à l'étude. Étudiés sous toutes les coutures. Vérifiés comme jamais. Suspectés comme tout bon Roumain. A l'étude oui. Elles peuvent donc attendre, en clair. De l'autre côté, les habitants râlent. Les voisins écrivent au maire. Une réunion publique a été organisée mi-novembre 2012, avec le commandant de police, le sous-préfet et le maire. « *Psychose* » titrait alors *L'Est Républicain*. Puis, les flics font une descente et là ... Rien. Pas d'infraction. Que dalle ! Ah si, trois PV pour pneus lisses et problème d'assurance. La grande délinquance, quoi.

Depuis son hôtel de ville, l'UMP Lamblin ne va pas se laisser attendrir par les bonnes bouilles des mômes. Pas d'école primaire, a-t-il dit. Pas d'école primaire, revendique-t-il. Pas d'école primaire, fronde-t-il. Même s'il doit se retrouver pour cela devant un tribunal, menace-t-il. Et même si les grands vont au collège voisin grâce à la bienveillance du personnel de l'éducation nationale, lui ne pliera. Point. Circulez, il n'y a rien à voir ! Mais il n'assume pas non plus. Plutôt que de dire, comme il le fait, que c'est parce que le rectorat ne met pas les moyens suffisants pour accueillir ces écoliers qui ne parlent que très peu français, il ferait mieux de nous donner le fond de sa pensée : tant qu'on laissera ces voleurs de poule sur le bas-côté, mon électorat bourgeois et réactionnaire votera pour moi et peut être que, de guerre lasse, ces mendiants repartiront chez eux ou ailleurs. Mais pas chez Lamblin ! Pas de ça chez MOI, foutredieu !

Insupportable donc pour ces militants de SUD/Solidaires 54 et de RESF qui se sont mobilisés pour obtenir la scolarisation de ces lardons, effectivement Roumains, mais lardons tout de même. Rencontres avec les parents et les enfants. Vérification des informations. Courrier à l'inspecteur d'académie et au maire (sans réponse). Puis interpellation du défenseur départemental des droits, mais cette procédure prendra du temps. Un collectif de militants locaux a également été créé (syndicat, associations et partis politiques). Réunions entre les volontaires puis descente à l'hôtel de ville pour vérifier in situ les inscriptions, suivie d'une rencontre infructueuse avec une adjointe au maire. Il faut que cela bouge ! Mise en place d'une pétition citoyenne pour tenter de débloquent cette situation. Il faut que ces enfants aillent à l'école ! Manifestation sous les balcons de la mairie de Lunéville. Il faut qu'ils cessent de jouer toute la journée sur le terrain du quartier ! Puis ultime rencontre entre le maire et le DASEN (l'inspecteur d'académie), avec la médiation du sous-préfet local. Ça y est, les deux institutions se bougent enfin. L'Education nationale va mettre des moyens supplémentaires pour accueillir correctement ces enfants et le maire boucler les inscriptions scolaires et les aider à traverser la route devant l'école, avec sa chasuble jaune, pour aller en cours. C'était sympa le sport, mais leur place était donc bien sur les bancs de l'école et non à traîner dans les rues de Lunéville. C'est fait ! Les cartables ont été sortis et les cahiers commencent à être noircis à partir de début avril. Victoire, oui, mais ... victoire de courte durée pour ceux dont les dossiers en préfecture ont été refusés et qui vont être invités à repartir dans leurs pays.

Ensemble

R

SOVAB?

pas du tout !

ANI rien comprendre !

Le 11 janvier 2013, les organisations patronales et le gouvernement invitent les principales confédérations syndicales à réaliser ce « *compromis historique* » et à signer l'Accord National Interprofessionnel, aboutissement de la « *concertation*

Carlos, l'ani public n°1 !

Les grands capitaines d'industries naviguent sur les flots boursiers sur n'importe quel bateau, sous n'importe quel pavillon, de droite comme de gauche. Sans doute motivé à se faire bien voir du gouvernement actuel qui a son mot à dire



avec les partenaires sociaux ». Échec pour le gouvernement, puisque sur les 5 syndicats convoqués, la CGT et FO, deux des trois plus grandes organisations syndicales, refusent de signer l'accord et engagent une campagne contre. Malgré ce revers et dans son habituel mépris des revendications des jeunes et des travailleurs - mépris qui n'a rien à envier à celui des précédents gouvernements de droite -, le gouvernement transpose cet accord en projet de loi.

Le 9 avril 2013, après six jours de rapides débats, le texte de la loi sur la flexibilité du travail est adopté par l'Assemblée Nationale à 250 voix pour, 26 contre et 278 abstentions (dont

35 élus socialistes). Pour parvenir au vote du texte au sénat le 14 mai, le gouvernement a eu recours au vote bloqué pour accélérer ou éviter les débats et les points sensibles comme ceux sur les mobilités forcées, les baisses de salaire imposées ou encore les licenciements facilités... que permettra cette loi dite de « *sécurisation de l'emploi* » ! C'est à n'y rien comprendre !

dans la gestion de Renault, Carlos Ghosn, le patron, signe un accord « *historique* » avec trois syndicats (CFDT-FO-CGC) le 13 mars dernier, sans attendre le vote de l'ANI. Cet accord de groupe prévoit notamment une augmentation de 6,5 %...du temps de travail, une refonte des comptes épargne-temps, un gel des salaires en 2013 et 7 500 suppressions nettes d'emploi d'ici fin 2016...que du bonheur ! C'est pour mesurer le ressenti à la base que RésisteR s'est rendu à la SOVAB de Batilly, filiale de Renault. Nous avons rencontré Patrick le plus ancien avec 32 ans d'ancienneté, Dominique et Jean-Christophe respectivement 16 et 14 ans dans la boîte. Ils sont militants à Sud, deuxième organisation aux élections et donc syndicat représentatif à la SOVAB (Société des Véhicules Automobiles de Batilly) de Batilly. Batilly est une petite commune de 1 300 habitants de Meurthe et Moselle, située à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Metz. La SOVAB est née en 1980 comme filiale de Renault (75%) et de RVI, Renault Véhicules Industriels, (25%). Elle fabrique aujourd'hui le "Master" pour le compte de "Renault". Le site de Batilly a été choisi pour compenser les pertes d'emploi dues aux crises de la sidérurgie et des mines en Lorraine.

Le bassin d'emploi est très étendu puisque certains personnels viennent de Verdun (56 km), Nancy (70 km) et même des Vosges (150 km). Inutile de préciser que beaucoup sacrifient leurs conditions de vie, achètent un camping car et passent la semaine sur le site... Bonjour la vie de famille !

Aujourd'hui, cette société reste le premier employeur privé lorrain avec 2 324 employés en CDI et 68 intérimaires.

**environ
19 000 € toutes
les 2 mn
dans la poche
des
actionnaires...**

Cependant, l'utilisation abusive des Groupements d'Employeurs laisse prévoir une forte diminution du nombre de ces intérimaires. C'est d'ailleurs une tendance générale. L'entreprise supprime en moyenne 10 emplois par mois depuis le début des années 2000. Elle comptait alors environ 2600 CDI et 800 intérimaires ! Pourtant, les résultats financiers ne justifient absolument pas ces diminutions de personnels... Il faut savoir que l'usine sort un "Master" toutes les 2 minutes et que son prix de revient est de 2 200 € environ. Il est vendu à ce prix à Renault qui assure tout l'accompagnement logistique, commercial, etc... et le met en vente au prix approximatif de 23 000 € HT... Soit environ 19 000 € toutes les 2 mn dans la poche des actionnaires...

Mais ce n'est pas assez et l'inquiétude est vive chez les syndicalistes rencontrés car, fabriqué hors France, le "Master" coûterait encore moins cher et rapporterait donc d'avantage aux actionnaires...

On peut, je pense, se passer de commentaire !...

Après nous avoir informés de ce contexte joyeux, nos amis de SUD nous annoncent que l'intersyndicale SOVAB (tous les syndicats sauf CGC) a dénoncé l'accord groupe et a également engagé une procédure juridique contre Carlos Goshn et Pascal Felten, le directeur de la SOVAB, pour non-respect des

gueule ». La CGC se drappe « d'un acte responsable » pour justifier sa signature tout en écrivant aux salariés « ne nous leurrions pas, ce n'est pas un accord gagnant-gagnant » ! Elle ajoute que cet accord évite un PSE (Plan social) et la non



fermeture de sites...jusqu'à fin 2016 ! Moyennant plein de concessions, combien d'entreprises n'ont pas tenu leur engagement comme Goodyear ?

Le pompon démocratique et démagogique revient sans doute à la CFDT qui a consulté tous ses adhérents. 75% l'ont rejeté...leur délégué l'a signé ! « Il a trahi sa base ».

[Tous les militants de la CFDT ne partagent pas ce sens vertical de la démocratie. Voir l'article Du rififi chez SANOFI]

Cet accord de compétitivité sera compris quand il va s'appliquer. Les modifications des horaires comme le décalage du repas en fin de service avec deux pauses de 10' entre 5h30 et 13h sera épuisant pour les ouvriers. Il y aura des suppressions d'emploi également parmi les 50 salariés de Sodexho qui bossent à la cantine, laquelle devrait connaître une baisse de fréquentation.

Parmi les autres réjouissances, cet accord annualise le temps de travail à 1603h/an. Il remet en cause l'actuel accord OARTT et aura pour conséquence la perte de 5 jours de RTT. Cette annualisation avec plus d'heures travaillées de jour diminuera les heures de



Instances Représentatives du Personnel. Certains militants des syndicats signataires de la CFD et de FO se trouvent en porte à faux. Certains démissionnent. D'autres délégués avouent « éviter certains ateliers de peur de prendre des boulons dans la

L'ANI va permettre à ce faux-semblant d'améliorer encore sa compétitivité par la baisse autorisée des salaires, les mobilités forcées ou encore les licenciements facilités

nuit mieux rémunérées avec l'objectif d'y mettre fin. Le samedi libre, vieil acquis social, devrait lui aussi être supprimé... Le seul gagnant de cet accord : l'argent ! L'ensemble de ces mesures et des gains d'emplois qu'elles « justifient » devrait apporter une diminution des coûts de production de 300 euros par véhicule !

Le directeur, aguerri aux choses de la communication, se fendit d'un courrier individuel et rassurant à chaque salarié. Avec toutefois la maladresse de le conclure par cet aveu « je suis conscient du changement que cela pourrait signifier pour chacune et chacun des SOVABiens (pour qui ça ne va pas bien du tout !) mais l'enjeu

est essentiel pour notre site. » Fermez le ban et levez les couleurs !

L'ANI va permettre à ce faux-semblant d'améliorer encore sa compétitivité par la baisse autorisée des salaires, les mobilités forcées ou encore les licenciements facilités. Patrick, Dominique et Jean-Christophe concluront notre entretien par ces mots terribles de réalité :

« *L'ANI associé à l'accord Renault, ça leurs laisse toute liberté de faire ce qu'ils veulent. C'est une remise en cause progressive des CDI et du code du travail. C'est une régression sociale historique !* »

Bout de Zan et Léon de Ryel.

R

Du Rififi à Sanofi

Pascal Vially, délégué emblématique et médiatique de la CFDT à SANOFI, vient d'adresser sa démission avant d'être viré. Il affirme que « *les structures CFDT sont en décalage complet avec les revendications de la majorité des adhérents et militants de terrain, et que la démocratie interne de la CFDT ne fonctionne malheureusement pas.* »

A SANOFI, l'actionariat a progressé ces derniers mois de 130% et le salaire du PDG s'élève en 2012 à 3,522 millions d'euros. Logiquement et en lien avec sa base et l'intersyndicale il s'est opposé à une nouvelle restructuration qui prévoit 2 000 nouvelles suppressions d'emploi, après les 4 000 des 4 dernières années, et une menace de fermeture des sites de Toulouse et de Montpellier.

Il apprend que le 11 juin 2012, François Chérèque, grand patron de la CFDT, reçoit en toute confidentialité dans son bureau le directeur de SANOFI, auteur de cette belle restructuration ! L'objectif avoué de cette rencontre secrète est de casser

l'intersyndicale, de minorer l'impact social, de justifier sa nécessité et de refuser toute législation contre les licenciements boursiers ! Pascal refuse

pauvreté. (Pas rancunier le PS, Chérèque avait voté Sarkozy en 2007). Après Jacques, le père fossoyeur de la sidérurgie en Lorraine, François le



et dénonce. François Chérèque, qui a depuis quitté son poste de dirigeant de la CFDT, a été reclassé, par Pépère Hollande, Inspecteur général des affaires sociales et chargé à ce titre du suivi du plan de lutte contre la

liquidateur du code du travail et développeur du travailleur pauvre, c'est sûr : chez les Chérèque, la trahison, c'est dans les gènes !...

Léon de Ryel

R

L'ABRUTI DU MOIS... L'ASNLUL

Le foot c'est de l'émotion pour le populo, du pognon pour les joueurs tant qu'il courent vite, et du pognon pour les dirigeants et sponsors, qui ne bougent pas leur culs de leurs fauteuils. Naturellement tout l'art consiste à faire croire que les dirigeants sont des mécènes, les joueurs des artistes et les spectateurs de paisibles amateurs, pas du genre à s'entretenir.

Admettons qu'il ne gagne pas d'argent avec le cub (hum hum...), il y gagne tout de même le fait de siéger à la fédération française de foot (200 millions d'euros de budget annuel) où il est dans l'équipe dirigeante. Il y gagne aussi de rencontrer régulièrement les autres patrons de club de foot avec qui il fait, a fait ou fera des affaires.

Président de l'ASNL, Jacques Rousselot notre lauréat de mai est pétié de thunes. Il pleure un peu

annuel) où il est dans l'équipe dirigeante. Il y gagne aussi de rencontrer régulièrement les autres patrons de club de foot avec qui il fait, a fait ou fera des affaires.

martine monte une équipe de foot



Voilà donc notre lauréat en ligue 2, il met l'échec du club sur le dos de l'ancien entraîneur qui s'est avéré être un sacré branquignol, (payé lui aussi à prix d'or).

Bon, mais c'est pas tout ça, le pauvre Jacques va être obligé de faire un plan social : la ligue 2 ça rapporte pas grand chose, et donc il faut vendre les meilleurs joueurs, baisser les gigantesques salaires de ceux qui restent et licencier les personnels administratifs et / ou techniques du club. Le pauvre président en est tout contrit.

Donc résumons: le riche PDG d'une entreprise recrute un DRH nul à prix d'or, et des cadres incompetents qui coulent la boîte. Pour s'en sortir le riche PDG licencie le DRH (avec indemnités), les principaux cadres (avec indemnités) et des employés (avec moins d'indemnités). Comme chez PSA, le PDG, lui, reste, pleure, et se présente comme la principale victime. Le capitalisme ordinaire quoi...

Rappelons que ce riche PDG avait presque réussi à se faire construire un stade tout neuf au frais du contribuable, il s'en est fallu de peu, et d'une mobilisation de

partout sur le fait que ça lui coûte des sous et des ennuis que de présider le club au chardon, qui devrait au mieux finir avant dernier du championnat de France 2013, et qui va de toutes façons descendre en ligue2.

jardiniers (cf **Resister!** N°5).

Et pendant ce temps le bon populo regarde, commente, et.... paye. Allez Nancy !

Après l'adoption de la loi sur le mariage pour tous, l'église s'adapte.



Printemps français, printemps pourri !

Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas vu ressortir, main dans la main, droites catholique et laïque, droites modérée et extrême, vieux débris et autres fâcheux fascisants. Pour eux, le mariage pour tous a été l'occasion de retrouvailles dans la rue et à grande échelle, comme on ne l'avait plus vu depuis la mobilisation de 1984 pour l'école privée. Une occasion d'occuper le terrain de l'opposition au gouvernement, mais aussi probablement de faire converger des forces pour la suite.

Il y a bien sûr un côté risible de voir les lignées fin de race défilent derrière leur nouvelle égérie Barjot. On a les leaders qu'on mérite. Mais il y a aussi quelque chose de redoutable qui s'exprime dans la rue depuis plusieurs mois. Après le quinquennat de la droite décomplexée plutôt « moderniste », c'est au tour de la droite totalement réactionnaire mais également décomplexée de déverser ses immondices. Ces gens-là assument l'homophobie comme une opinion respectable, et ils ne voient aucun problème à défilent aux côtés de groupuscules fascistes et racistes, pour qui le changement politique se fera par les armes et contre tout ce qui leur déplaît (homos, noirs, juifs, arabes, communistes... au choix ou tous ensemble).

Cela fait forcément écho au procès qui s'est ouvert en Allemagne contre le groupe néo-nazi Nationalsozialistischer Untergrund (Clandestinité national-socialiste), qui a assassiné neuf commerçants immigrés et déposé deux bombes entre 2000 et 2007, avec la complicité manifeste d'une partie de l'appareil policier. Mais cela fait aussi écho à la Grèce, où l'Aube dorée multiplie les agressions racistes sans être véritablement inquiétée. En France, ce ne sont pas non plus les notables démocrates, ni l'appareil d'Etat, sa police et son armée, qui nous protégeront contre la bête immonde.

Il semble bien que certains aimeraient rejouer le 6 février 1934 : la convergence des droites dans la rue sur une ligne insurrectionnelle, pour la « révolution nationale ». On sait que ce que les Ligues n'ont pas obtenu en 1934, elles l'ont réalisé six ans plus tard avec l'accession au pouvoir de Pétain et la mise en place de l'« Etat français ». Car en guise de « révolution », ces gens aspirent surtout à une mise au pas militaire, par l'armée régulière éventuellement appuyée de milices paramilitaires à leur sauce. Dans un contexte de crise économique et sociale aiguë, quand on voit la droite et l'extrême droite défilent dans les rues, on peut difficilement éviter de faire le rapprochement.

Ne restons pas sur ce printemps pourri. C'est au tour des salariéEs, des chômeurEs, des jeunes d'occuper la rue et de mettre en avant leurs objectifs. Pour combattre les licenciements, l'aggravation de l'exploitation, la pauvreté, l'exclusion, contre la division c'est la convergence internationale des peuples qu'il faut mettre en perspective. Face au capitalisme en déliquescence, il faut aller résolument vers une autre organisation sociale à l'échelle mondiale.

Et heureusement, après la pluie le temps est beau !

La forêt de Haye est une forêt périurbaine, qui touche l'agglomération de Nancy.

Le massif forestier a une surface de 12 000 hectares, dont 6400 hectares de forêt domaniales, 3200 de forêts communales, le reste appartenant à l'armée ou à des propriétaires privés.

Depuis 1950, la forêt de Haye a été grignotée par l'urbanisation, 960 hectares sont ainsi partis en fumée pour la construction de lotissements, de routes ou d'autoroutes...

En 2006, il y a eu une multiplication des projets fonciers et d'aménagement menaçant le massif forestier de Haye.

Aussi un collectif d'associations s'est formé autour de FLORE 54, (Fédération Meurthe-et-Mosellane pour la Promotion de l'Environnement et du Cadre de Vie), pour demander le classement du massif forestier de Haye en forêt de protection. Ce classement protégerait la forêt de tout projet foncier.

Une pétition a circulé qui a obtenu 17 000 signatures en 9 mois.

FLORE 54 regroupe des associations de protection de la nature, du cadre de vie en Meurthe-et-Moselle, et des associations de cyclistes, des droits du piéton... de tous les « usagers » de la nature... mais pas de chasseurs !! FLORE 54 organise des conférences et des sorties sur la faune et la flore, et représente les associations auprès des pouvoirs publics locaux, départementaux ou régionaux.

La forêt de Haye est très proche de la ville en de nombreux endroits, et permet aux citoyens de pouvoir profiter un peu de la nature sans aller très loin, et sans forcément avoir une voiture, le coût de ce moyen de transport pouvant devenir prohibitif pour certaines familles.

Le collectif d'associations s'oppose à la sortie de la zone de forêt de protection de 60 hectares derrière Auchan Laxou la Sapinière, ce qui permettrait à terme la création d'une sortie routière ou autoroutière. Cette zone concerne le bois des Fourasses, où il y a un parcours santé, VTT... et c'est également une zone de promenade assez plane donc prisée par les personnes âgées. Ce périmètre est classé en ZNIEFF (Zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique),



et en ENS (Espace Naturel Sensible), il y a d'ailleurs présence d'espèces protégées (plantes, tritons...).

Un projet de demi-échangeur menace également la zone de Villers-Clairlieu.

Le collectif d'associations demande aussi le classement de la partie Nord-Est du parc de loisirs de Haye en forêt de protection, car bien que le terrain appartienne à l'Etat, il y a le projet de revendre les terrains

Protéger la forêt de Haye, sa faune et sa flore, Résister à l'urbanisation galopante !

commerciaux du parc de loisir à ses locataires (les commerces et les entreprises qui occupent les terrains n'en sont pas encore propriétaires). Ceci représente une superficie de 150 hectares.

Le collectif d'associations souhaite la mise en place de passages à faune sur l'A31 et l'A330.

En effet, les autoroutes et voies rapides qui morcellent le massif de Haye, empêchent le brassage génétique des populations animales et peuvent entraîner l'isolement de populations qui ensuite ne sont plus viables sur un plan génétique. Certaines espèces animales (notamment le crapaud commun et diverses espèces de tritons), migrent vers de grandes flaques ou de petites mares temporaires au moment de la reproduction (en février-mars), pour la ponte. Les passages à faune peuvent leur servir et leur éviter d'être écrasés, ainsi qu'aux espèces de mammifères, tels les blaireaux, les chevreuils, les renards...

Le collectif d'associations a adressé un courrier au préfet développant les points évoqués dans cet article.

C'est la DDT (non pas le pesticide dangereux interdit mais la Direction des Territoires) qui a en charge le dossier de classement du massif de Haye. Il y a eu une réunion plénière le vendredi 22 mars 2013 en présence de tous les partenaires. FLORE 54 a participé à cette réunion, présenté ses travaux à cette occasion, et rappelé les demandes les plus importantes du collectif d'associations :

- la zone des Fourasses à Laxou et l'opposition à une possibilité de sortie routière ou autoroutière sur AUCHAN,
- le projet de demi-échangeur à Villers Clairlieu,
- le classement en forêt de protection d'une partie du parc de Haye,
- la mise en place de passages à faune.

FLORE 54 a demandé qui va décider et quand, le préfet a annoncé que le COPIL (Comité de Pilotage) dont ne fait pas partie le collectif d'associations se réunira le vendredi 05 avril 2013, et tranchera les points mis en débat pour arrêter un périmètre de protection à soumettre à enquête publique.

Cette enquête publique devrait durer un mois (à confirmer) et se réalisera en septembre 2013, ensuite il y aura avis du commissaire enquêteur, examen et remarques par le préfet puis transmission au ministère, et enfin avis du conseil d'Etat sur le périmètre définitif de protection (fin 2014 / début 2015).

Il est donc important que le plus de personnes possibles s'expriment au moment de cette enquête publique.

Cessons de remplacer partout la nature par des lotissements, des routes, des autoroutes, des zones commerciales...

Pourquoi ne pas lui laisser un peu de place?

Une membre du collectif d'associations

In Furore



BURE : VRAIE POUBELLE ATOMIQUE, FAUX DÉBAT PUBLIC !

Le projet d'enfouissement de déchets nucléaire haute et moyenne activité à vie longue, appelé le projet Cigéo, entame son processus d'autorisation. En effet, la loi de 2006 qui programme l'enfouissement à Bure, en Meuse, impose la tenue d'un débat public avant la Demande d'Autorisation de Création (DAC) de 2015. La Commission Particulière du Débat Public (CPDP) nommée par la commission nationale, organisera son débat pipeau du 15 mai au 15 octobre 2013. C'est l'occasion de rappeler pourquoi nous refusons ce projet et cette concertation publique, et aussi comment nous souhaitons nous organiser pour faire entendre notre voix. Depuis plus de 50 ans, la France produit des déchets radioactifs pour faire des bombes, de l'électricité, des moteurs pour sous-marins qui envoient des bombes, etc. Depuis les années 70 on se dit qu'on trouvera bien une solution. On ne sait pas quoi faire des déchets radioactifs mais on continue à en produire encore et encore.

Depuis 1978, l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) cherche à faire son trou pour enfouir les horreurs du nucléaire. Devant l'opprobre populaire, on aboutit en 1991 à la loi Bataille qui propose trois voies de recherches et la création de laboratoires. Toujours aussi impopulaire, l'implantation de l'ANDRA échoue partout sauf à Bure, à la limite de la Lorraine et de la Champagne..

La loi de 2006 valide l'enfouissement « *en couche géologique profonde* » comme solution pour les déchets. Bure étant le seul site à avoir accueilli un laboratoire de recherche, la plus énorme poubelle nucléaire du monde se fera ici ... ou ne se fera pas.

Si Cigéo se fait, c'est sur l'incroyable pari qu'on maintiendra une telle installation industrielle sur plus de 100 ans malgré les sombres leçons de l'histoire ou l'absence de perspectives de plus en plus criante pour ce monde capitaliste, géniteur du monstre nucléaire.

Ce feu nucléaire qu'on ne saurait éteindre à La Hague, Tchernobyl ou Fukushima, on veut le cacher sous la terre, ici, à Bure. Bonne chance aux générations futures !

Pourquoi nous ne participerons pas aux débats organisés par la CPDP ?

La communication au service de la décision

La Commission Nationale du Débat Public est une « autorité administrative indépendante », un pseudo « conseil de sages », censée rendre des avis « neutres » et « désintéressés » au profit du bien public...

Cette institution de l'état est chargée en son nom

« d'assurer la régulation des secteurs considérés comme essentiels et pour lesquels le gouvernement veut éviter d'intervenir trop directement ».

C'est l'application française de la convention d'Aarhus qui prévoit l'implication des citoyens sur les sujets majeurs et sensibles. En l'occurrence c'est un débat organisé par une autorité d'état, qui permettra à une

agence d'état, l'ANDRA, de présenter un projet au service du CEA, d'EDF et d'AREVA, fiers représentant du lobby nucléaire. Il est surtout un moyen de communication au service de l'ANDRA pour montrer le caractère démocratique de l'implantation du projet Cigéo par la mise en place d'une pseudo concertation soi-disant indépendante, permettant au public de faire des remarques qui si elle sont entendues, modifieront le projet pour une meilleure insertion sur le territoire. Pour la voix des opposants, elle sera démocratiquement rangée dans la case prévue à cet effet, ce débat n'ayant aucunement vocation à remettre en cause le projet Cigéo. Ce débat public mettra également le projecteur sur le projet et permettra à l'ANDRA d'étaler ses certitudes aux mass médias, qui comme la CNDP, relèguent les oppositions au silence.

À quoi peut bien servir un « débat » qui arrive quand tout est décidé, les plans du stockage nucléaire souterrain dessinés, les entreprises déjà contactées, le territoire pris au piège de l'argent « du labo », l'ANDRA indéboulonnable et l'enfouissement promu solution de référence alors que des risques majeurs et sans solution sont clairement identifiés ?

L'objet du débat public n'est pas « est-il acceptable d'enfouir ou non les déchets à Bure ? » mais, « comment faire accepter le projet Cigéo ? ». Participer au débat public signifie donc bien accepter le projet Cigéo. Cerise sur le gâteau, on ne vous parlera même pas honnêtement des risques majeurs, ni du véritable impact de ce centre d'enfouissement des déchets nucléaires les plus dangereux, sur votre région, votre environnement, votre santé, votre avenir.

Du processus décisionnel

L'industrie nucléaire est née du militaire. Elle en a gardé bien des manières : mépris démocratique, accaparement des territoires, autoritarisme et violence si nécessaire. Ce qu'elle n'a pas empêché que le chemin de l'enfouissement soit chaotique. Deux-Sèvres, Vienne, Gard, Mayenne, Ille et Vilaine, ... sont autant de territoires où l'ANDRA s'est littéralement fait virée, parfois assez fermement. En Meuse – Haute-Marne, dans une région à 7hab/km², à l'économie totalement exsangue et une population vieillissante, les élus ont discrètement pactisé avec le diable. Les valises de fric pleuvent depuis, de quoi en adoucir quelques-uns ! Le premier cancer qui frappe la région est celui des consciences, bourrées de fric radioactif. Pas loin d'un milliard d'€ ont déjà été distribués pour l'accompagnement économique.

Jamais l'avis des populations n'a été demandé. La pétition de 46000 signatures locales demandant un référendum pour le laboratoire : à la poubelle. La conclusion du débat public de 2006 qui comporte des réserves sur la voie du stockage profond : balayée. Les arrêtés municipaux contre l'enfouissement : insignifiants. 33 ans d'opposition dans tout le pays exprimant non pas des « peurs ancestrales » mais des inquiétudes légitimes en avançant des contre-arguments sérieux : ignorés ! Le nucléaire en son État, la démocratie « représentative »...

Ce débat public se veut être le dernier moment ouvert de discussion sur un projet si démentiel. Mais nous ne sommes pas dupes, le projet a bel et bien démarré ! Les débats publics de la CNDP ne sont que de vastes opérations de communication au service des projets d'état.

Nous ne reconnaissons ni son indépendance ni sa légitimité à être l'oreille de la contestation.

Il n'y aura pas de débat sur la gestion des déchets radioactifs tant que cette industrie continuera à en produire.

Voilà pourquoi nous ne participerons pas aux débats de la CPDP.

14 réunions publiques sont organisées du 23 mai au 15 octobre, en Meuse, Haute-Marne, à Nancy, et aussi au niveau national (La Hague, Saint Laurent des Eaux, Le Bugey, Marcoule et Paris).

Pour Nancy, la date retenue est le jeudi 20 juin à 19h, au palais des congrès, salle Stanislas. Nous invitons toutes les personnes soucieuses de faire entendre leur voix à s'organiser afin d'inventer pour chaque réunion une nouvelle façon de manifester leur refus de ce processus. Pour cela, il nous faut être nombreux et déterminés.

Une rencontre/projection/échange est prévue vendredi 31 mai au Centre Culturel Autogéré de Nancy, à partir de 19h (69 rue Mont-Désert). Qu'est-ce qu'ils croient ? Qu'on va se laisser faire gentiment sans rien dire, soi-disant que les dés sont déjà lancés ? Certainement pas !

**Pour plus d'info, contactez-nous sur l'adresse mail : stopcigeo@riseup.net
<http://burestop.free.fr/spip/>
<http://burezoneblog.over-blog.com/>**

La prochaine permanence de SELAVENIR aura lieu mercredi 15 mai de 18h30 à 19h30 au Bar B'Arts 29 bis rue Gambetta à Pont-à-Mousson

Venez rencontrer les selistes et découvrir comment fonctionne un SEL. Chacun peut apporter quelque chose à grignoter et à partager.

Vous souhaitez rejoindre le SEL ?
C'est simple et gratuit :
faites des propositions à inscrire au catalogue,
signez la charte
et récupérez votre livret d'échanges !

Ensuite, échangez avec les personnes présentes, faites connaissance... et n'hésitez pas à demander ce dont vous auriez besoin

Pour rappel, les permanences de SELAVENIR ont lieu au Bar B'Arts

- chaque 1er jeudi du mois de 20h30 à 21h30
- chaque 3ème mercredi du mois de 18h30 à 19h30 (auberge espagnole)

15 juin 2013 - 6 juillet 2013
Nous, chômeurs, chômeuses et précaires, en marche sur Paris pour nos droits !

A l'appel de : MNCP, AC, APEIS, DAL, SNU-PE/FSU, SUD-PE/Solidaires

Plate forme revendicative "Marche des chômeurs et précaires sur Paris PLAN D'URGENCE POUR LES CHÔMEURS ET PRECAIRES" : <http://www.ac-chomage.org>

Cercles de silence

Nancy
29/06 à 15 h
place Stanislas

Pont-à-Mousson
08/06 à 10 h 30
place Duroc

Le MDR - Mouvement Des Rmistes pour un exil social en Belgique est très fier d'annoncer la sortie du clip Là-bas (RSA) !

Partant du constat qu'une campagne médiatico-politique vise à stigmatiser une partie de la population française, nous tenions à remettre les pendules à l'heure.

Le MDR, ça évoque le rire et le mot « merde ». Nous, on emmerde tous ceux qui ne nous font pas rire, mais pas rire du tout, quand ils parlent des « assistés » et de leur fameux « train de vie », comme si on pouvait - et voulait - s'acheter la dernière Mercedes avec 470 euros par mois !

Les « bénéficiaires » d'aides de l'Etat (et non plus « allocataires »), et qui plus est les « bénéficiaires » étrangers, seraient des « assistés », une « charge », un « cancer » pour la société, des « inactifs », des « fraudeurs », des « profiteurs », des « parasites », à l'origine de tous les maux de la société française.

Notre objectif est de poser le débat sur ce dérapage idéologique et sémantique. De faire reconnaître la souffrance des sans-emploi, tout en reconnaissant la souffrance toujours plus grande des travailleurs.

Le clip est là : <http://youtu.be/9QHivugpa30>

Gay pride et cortège libertaire le 1 er juin à Nancy . Venez nombreux-ses.

Date limite d'envoi des articles pour Résister! #21: 23/06/2013
redaction@crr54.lautre.net
Comité de rédaction : 24/06/2013 - Date de parution : 28/06/2013

Points de dépôts :

- * Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy
- * Vêt Ethic : 33 rue St Michel - Nancy
- * Laissez-nous cuire : 78, rue Charles Keller - Nancy
- * CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy

MOTS CROISES par Line C

Horizontalement

- 1 - Peuple aztèque - Oeufs impropres à la consommation.
- 2 - Au bout de l'histoire - Aulne.
- 3 - Membres d'un club très select interdit aux curés de tous poils.
- 4 - Détestées.
- 5 - Possède - Sortis.
- 6 - Epreuves - Producteur d'huiles.
- 7 - Fait rêver - Chausson en peau.
- 8 - Jaune comme la cfdt, épineux comme un DRH, menfin ça peut décorer un pavillon - Espèce (très) menacée.
- 9 - Feus les ieunes con de la fac de droite- Ils sont usant, à la fin!
- 10 - Opéra trompétant - Nous a laissé maints fossiles mais pas de marteaux.
- 11 - Danses de la botte.
- 12 - Va - Sparadrap sur une jambe de bois.
- 13 - Palindrome dans l'Orne - Fixées étroitement.

Verticalement

- A - Refuge - Plans épargne logement.
- B - Source de cours d'eau - Œuf à Mannheim - Innocent.
- C - Blanchis - Pourrait être « arrosée de jus de pomme ».
- D - Eau de vie de grain - Poète à lyre.
- E - Plus-value pour les banquiers - Chaîne .
- F - Sabot de frein - A toi.
- G - Petit rongeur qui nous est cher - Poète et grand cru.
- H - Puisqu'on vous dit quil n'y en a JAMAIS près des centrales nucléaires !! Principe général à remettre en cause,...par principe !
- I - Ne sont tolérables que dans la mesure où elles sont en portée - Baigne la plaine où se situe le 6-2.
- J - Mettre la main au panier - Artabanesque.
- K - Depêche fatale à Badinguet - Début d'infini - Bravasse.
- L - Pronom - Consommés - Excellé.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												
13												

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	M	O	N	O	C	L	E	S		G
2	O	R		M	O	I	N	E	A	U
3	A	G	N	O	S	T	I	Q	U	E
4	T	E	E		M	I	E	U	X	
5	I		F	L	E	G	M	E	T	
6	H	A	I	T	I	E	N	N	E	
7	F	A	S	C	I	E		T	E	R
8	E	S	T	O	Q	U	A	I	T	
9	R	E	E	L	U	S		E	T	C
10	U	S		S	E	E		L	E	E

Solutions #19